

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours

Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82 . Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.60

28 avril 1967 2^e année

N^o 9

Konrad Adenauer

“Une personnalité de grandeur historique”

(Willy Brandt)

Le chancelier Adenauer recevant à Bonn des mineurs de charbon de la Ruhr



Est-ce notre affaire, Mesdames?

Surtout soyons modestes!

C'EST très bien que vous vous occupiez du monde, ai-je entendu dire hier soir encore. Moi je ne peux pas. Je m'occupe de mon entourage. J'ai une vision plus modeste pour ma vie. »

Vous êtes-vous jamais aperçues que chaque fois que l'on dit « Je ne peux pas », cela signifie en vérité « Je ne veux pas »? Non, je ne veux pas faire plus, je ne veux pas m'occuper du monde, je ne veux pas vivre au-delà de mes limites, je ne veux pas faire le premier pas.

A cause de tous ces « Je ne veux pas » jamais formulés, nous nous retrouvons seules. Seules parce que nous n'avons besoin de personne pour réaliser notre programme limité. Oh! à l'occasion nous essayons bien d'utiliser les autres, que ce soit pour organiser les vacances des enfants ou exécuter d'autres projets; nous essayons de faire rentrer nos amis dans notre cadre. Mais notre monde est si petit que nous ne sommes même pas capables de nous intéresser sincèrement au leur. Et ensuite nous sommes étonnés de n'avoir pas d'amitiés qui grandissent, qui se multiplient, qui soient créatrices.

Seules, nous le sommes surtout parce qu'en établissant nous-mêmes les dimensions modestes de notre chère vie, nous nous sommes créé un dieu à notre image, bouchant nos oreilles à notre ami véritable. D'ailleurs à quoi bon l'écouter avant d'entamer notre journée puisque nous savons déjà parfaitement de quoi elle sera faite! Face à l'inspiration d'en-haut, nous affichons « complet » en permanence.

Nous faisons donc notre petit bonhomme de chemin cahin-caha et nous ne nous en tirons pas trop mal en somme. Cependant, de temps à autre, surviennent des crises révélatrices. Un imprévu, un moment de presse, et c'est la panique. Le dragon caché donne de la voix — et des ordres! Qui s'y frotte alors, s'y pique.

Un jour, voyant poindre de ces événements qui ont vite fait de nous dépasser complètement, j'annonçai à ma famille mon intention de

laisser Dieu tenir les rênes. C'était noble, n'est-ce pas? Imaginez combien je fus interloquée de m'entendre répondre. « Mais alors, qui tient les rênes le reste du temps, quand tu ne te sens pas dépassée? » La preuve était faite que ma vie restait mienne jusqu'aux moments où je n'arriverais vraiment plus à m'en sortir seule. Et ces moments redoutés, nous savons fort bien nous débrouiller pour qu'il y en ait le moins possible, quitte à ne jamais viser haut. Eh bien, à ce compte-là, la vie manque décidément de charme. Si nous n'acceptons pas de Dieu une mission démesurée, nous nous privons de connaître son aide, sa direction, et d'avoir les pieds ailés qu'il peut nous donner. Personne ne nous oblige à nous lancer, mais si nous ne le faisons pas, nous sommes les premières perdantes. Nous voilà obligées de courir à travers les pages des journaux féminins à la poursuite de la beauté, de la jeunesse, de l'aventure, de tous les trucs pour calfeutrer les trous de la passoire par lesquels file notre vie.

Nos cœurs de femmes sont trop vastes pour être jamais satisfaits à moindre prix que le don de nous-mêmes. Nous serions bien tentées de nous décharger de nos grandes tâches sur d'autres: éducateurs, prêtres, psychiatres, hommes d'Etat et spécialistes en ceci ou cela. Mais non, la formation des dirigeants de demain, qu'ils soient chefs de familles ou chefs de gouvernements, est notre tâche, aujourd'hui plus que jamais. Le rythme des découvertes s'accélère en cascade. Une minorité d'hommes détiendra demain sur les autres un pouvoir autrement terrifiant qu'une bombe atomique. Il faut qu'ils aient les mains propres et le cœur à la bonne place. Cela n'ira pas sans un immense élan de notre part et nous ne pouvons nous payer le luxe de l'esquiver.

« Je me sens une petite femme devant un grand Dieu », disait une âme pieuse et modeste comme il se doit. Pourtant lorsqu'on donne sa vie pour que le monde soit dirigé par des gens dirigés par Dieu, on ne se sent pas minuscule, mais on n'est rien du tout. Et c'est peut-être le commencement de la modestie...

JACQUELINE

On se souvient que le bénéfice de la tournée en Suisse de « India Arise » était destiné à la construction du centre de formation de Panchgani, près de Bombay. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer qu'une somme de dix mille francs a ainsi pu être mise à disposition de M. Rajmohan Gandhi.

La recette de la quinzaine

Pour recevoir vos invités

CROUSTADE D'AGNEAU

(10 personnes)

- 1 1/2 kg de ragoût d'agneau
- 3 c. à s. graisse (saindoux)
- 1 bouquet garni
(1 feuille de laurier, 2 feuilles de céleri fraîches, 2 branches de persil)
- 1 gousse d'ail écrasée
- 1 tasse de petits oignons
- 1 tasse de carottes, en dés ou lamelles
- 1 tasse de grains de maïs (ou champignons)
- 1/2 tasse de navets, en dés
- sel, poivre, girofle, farine pour lier.
- Pâte (brisée)**
- 150 g. margarine
- 300 g. farine
- 1/2 c. à t. poudre à lever
- 1 c. à t. sel
- 1 jaune d'œuf
- 5 c. à s. eau froide.

Garder le blanc d'œuf pour badigeonner. Faire revenir la viande dans la graisse bien chaude, jusqu'à ce qu'elle soit dorée. Couvrir peu à peu avec de l'eau chaude (à ras). Ajouter bouquet garni, clous de girofle et ail. Amener à ébullition. Après 2-3 min. écumer. Réduire la chaleur et laisser mijoter pendant 1 h. 1/4 env.

Sortir la viande avec une écumoire et passer le bouillon. Remettre à cuire le tout en ajoutant les légumes frais, le sel et le poivre. Si c'est nécessaire, rajouter un peu d'eau. Cuire jusqu'à ce que les légumes soient tendres (25 à 30 min.).

Sortir viande et légumes et les disposer dans un plat à gratin. Épaissir le bouillon avec la farine délayée dans un peu d'eau froide. Assaisonner. Verser à travers une passoire sur la viande et les légumes.

Abaisser la pâte au rouleau. Humecter le bord du plat à gratin, étendre la pâte par-dessus et bien presser sur les bords. Faire un trou au milieu de la pâte ou la piquer par trois fois avec la pointe d'un couteau pour que la vapeur puisse sortir. Décorer avec un peu de pâte en forme de feuille ou de fleur. Badigeonner au blanc d'œuf. Cuire au four chaud (d'abord à 200°, ensuite à 170°) pendant 30-40 min. Servir immédiatement.

Le spécialiste du vêtement féminin

La maison du **Tricot** SA

**Lingerie
Confection
Jersey**

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg

KONRAD ADENAUER — BATISSEUR DE L'EUROPE

LA presse a évoqué la destinée extraordinaire de Konrad Adenauer qui, à l'âge de soixante-neuf ans, commença la plus étonnante carrière politique pour redresser son pays ravagé par la guerre et indiquer la voie menant à une Europe unie. Mais nous aimerions rappeler ici quelques événements de cette carrière où le Réarmement moral a occupé une place importante.

Peu avant d'être nommé président du Conseil constitutionnel, Konrad Adenauer vint à Caux, en août 1948, comme tant d'autres dirigeants de l'Allemagne d'après-guerre. Il ne cacha pas à son arrivée qu'il nourrissait un certain scepticisme à l'égard de l'action qui y était menée. Mais il fut gagné par le réalisme et par l'efficacité de cette idée : « Pour changer la société, chacun doit commencer par soi-même ».

C'est de ce séjour que date son amitié avec Frank Buchman, en qui il respecta d'emblée le courage de parler de « l'éternel combat entre le Bien et le Mal » et de rappeler qu'on ne lutte pas pour Dieu avec de belles phrases.

Dans l'automne de cette même année, sur l'initiative des principales personnalités politiques et syndicales de l'Allemagne renaissante, une délégation du Réarmement moral, forte de 260 personnes, franchit le Rhin. « Es muss, es kann alles anders werden », dirent-ils dans les villes dévastées. Les résultats furent si probants — particulièrement dans la Ruhr — que Adenauer, dès ce moment, vit dans le Réarmement moral une force capable de modeler l'orientation de la pensée des peuples ; il restera jusqu'au bout en étroite contact avec Frank Buchman et donnera tout son appui au travail entrepris non seulement en Allemagne mais dans le monde.

Pendant ce temps, Robert Schuman rencontre à son tour Frank Buchman à Paris. Il se trouve à un moment critique de sa carrière. « J'ai depuis longtemps senti, dit-il à Buchman, que c'était pour moi un devoir de rapprocher la France et l'Allemagne. Mais je crains le ressentiment de celle-là et le malentendu chez l'autre... Je ne connais pas les hommes de l'Allemagne nouvelle. » Buchman donna alors à Schuman les noms d'une douzaine d'Allemands qu'il avait reçus à Caux, dont celui du Dr Adenauer.

Le 9 mai 1950, Robert Schuman adresse une lettre confidentielle au chancelier avec les premières suggestions pour ce qui fut appelé plus tard « le plan Schuman » ; il y proposait « l'élimination de l'opposition séculaire entre la France et l'Allemagne et une mise en commun des ressources et des productions nationales, qui rendraient la guerre entre les deux pays non seulement impensable, mais en fait impossible ».

Les nouveaux accords économiques conclus en Europe n'auraient jamais pu fonctionner sans un véritable changement d'attitude des deux côtés du Rhin. Les bâtisseurs de l'Europe en étaient conscients ; le Réarmement moral, « un état d'esprit mis en action », comme le définissait Robert Schuman, joua à cette époque un rôle que certains qualifient de décisif. En 1951, Adenauer pouvait écrire à Buchman : « Pendant ces derniers mois, nous avons vu

l'aboutissement de négociations difficiles et la signature d'importants accords internationaux. Le Réarmement moral a joué un rôle invisible, mais efficace, pour combler les divergences d'opinion entre les parties négociantes ; il a maintenu celles-ci dans la perspective d'un accord pacifique en les aidant à rechercher le bien commun. »

Depuis, à plusieurs reprises, le chancelier eut l'occasion de rencontrer Frank Buchman ou de lui faire parvenir des messages dans lesquels il exprimait ses préoccupations. C'est ainsi qu'en 1958, lors des quatre-vingts ans de Frank Buchman, il lui écrivait : « Le moment est venu de travailler plus que jamais à renforcer l'unité européenne grâce au Réarmement moral... Sans la poursuite de cet effort, il est vain d'espérer maintenir la paix mondiale. »

On a souligné par ailleurs la fermeté de caractère du défunt chancelier. L'indépendance de

son jugement et sa foi inébranlable lui ont permis de rester insensible à la flatterie ou aux critiques. Il rendait ses comptes à Dieu et estimait qu'après avoir écouté avec attention les avis de ses collaborateurs, c'était à lui, et à lui seul, de décider en toute indépendance d'esprit. Peut-être est-ce M. Willy Brandt, l'actuel ministre des Affaires étrangères, qui a le mieux défini son action en disant qu'il « savait imposer ses propres critères ».

Sa personnalité hors série n'était pas appréciée de chacun. Mais au moment où disparaît celui qui a tenu avec tant de fermeté le gouvernail de l'Allemagne d'après-guerre, nous ne pouvons que remercier Dieu qui, après la tragédie du national-socialisme et de la Seconde Guerre mondiale, a suscité un homme de cette envergure pour aider l'Allemagne à retrouver sa place dans la famille des nations.

PH. MOTTU



Keystone

Adenauer et Schuman, à l'époque où ils négociaient les traités qui firent l'Europe.

Un hommage français

par la Baronne de Watteville - Berckheim

LA mort du Dr Adenauer nous incite à réfléchir avec reconnaissance et respect à l'existence de cet homme exceptionnel. Lors de ses nombreuses visites en France au cours des dernières années, il m'arrivait de passer devant l'Hôtel Bristol où il descendait à Paris. Je me disais : « Voilà un grand homme et un véritable ami de la France ». Que je puisse penser ainsi tenait du miracle ; cela donnait la mesure du véritable homme d'Etat qu'était Adenauer, et d'un chrétien dont la foi se traduisait par des actes qui affectèrent le cours de l'histoire.

Pour une Française — et on peut dire doublement Française parce qu'Alsacienne — il est à peine croyable qu'un pareil changement ait pu avoir lieu : ma mère avait connu de son vivant trois invasions, et ma génération a considéré la lutte contre l'Allemagne comme un état de fait qu'il fallait affronter avec énergie et patriotisme mais sans chercher le changement qui pourrait transformer cette situation.

C'est sur les ruines de l'Europe qu'Adenauer déjà âgé a rompu avec le passé, tournant réso-

(Suite en page 4)

Tribune du monde

Après la conférence de Punta del Este

MALGRÉ le ton volontiers cynique qu'adoptent dans les journaux les commentateurs des affaires d'Amérique latine, la conférence de Punta del Este, qui a réuni la plupart des chefs d'Etat du nouveau continent, s'est traduite par des résultats « positifs ». Telle est en tout cas l'impression recueillie dans les milieux internationaux de Genève et en particulier auprès de ceux qui ont assisté à la conférence.

Il est d'ailleurs significatif qu'un journaliste comme Marcel Niedergang, l'expert latino-américain du *Monde*, observateur habituellement très critique, fasse état de la « dignité nouvelle » et du « ton nouveau » qu'il a trouvés chez les chefs d'Etat en Uruguay. Si la capacité et l'intelligence seules suffisaient à venir à bout des problèmes de l'Amérique latine, les hommes qui se sont réunis à Punta del Este devraient en trouver la solution, a-t-on noté de divers côtés, indiquant par là que l'Amérique latine ne manque pas, à l'heure actuelle, d'hommes d'Etat de grande classe.

Certes, la conférence n'a donné aucun résultat spectaculaire ou immédiat. Néanmoins, les observateurs lui attribuent le mérite d'avoir donné naissance à des perspectives d'avenir des plus intéressantes et surtout d'un « esprit de Punta del Este » coïncidant étrangement, à quelques semaines d'intervalle, avec le principal enseignement de l'Encyclique de Paul VI *Populorum Progressio* : la paix de demain s'appelle ici le développement intégré.

L'Amérique latine a décidé en effet d'entrer dans l'ère de l'intégration et d'organiser un Marché commun. C'est une décision d'une grande portée.

Quand les pays d'Europe se sont lancés dans

cette voie il y a dix ans, transports et communications, échanges industriels et commerciaux, pour ne parler que de cela, avaient déjà créé des liens multiples entre eux. L'obstacle, énorme il est vrai, se trouvait dans l'esprit et le cœur des hommes, mais une fois celui-ci surmonté, tout devenait possible. Il n'en va pas de même en Amérique latine. Les républiques sud-américaines exportent leurs produits vers les Etats-Unis et l'Europe, non pas à leurs voisins. Les transports ferroviaires et routiers, les télécommunications et les services postaux sont nettement insuffisants.

Tout ceci explique l'importance que la réunion de Punta del Este a donnée aux travaux multinationaux de création d'une infra-structure interaméricaine efficace et intégrée.

Il ne faut pas s'étonner des précautions prises par les présidents latino-américains qui ont prévu que leur Marché commun ne serait mis en place que dans des délais considérables, de 1970 à 1895.

Charte de l'intégration

Le fait positif est cependant que l'intégration de l'Amérique latine a reçu sa « charte » à Punta del Este. Le succès ou l'échec dépendra maintenant de la capacité des dirigeants et des peuples à surmonter les nationalismes et à créer une conscience continentale. Notons à ce propos la remarque intéressante du président brésilien, le maréchal Costa e Silva, qui a déclaré : « Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase de panaméricanisme — une phase d'un humanisme plus authentique, c'est-à-dire d'une politique dont l'objectif principal est l'homme. C'est là le but politique

que le pape Paul VI prêche dans sa dernière Encyclique, qui nous inspire. »

Dans un autre domaine également, Punta del Este marque une étape importante. On y a vu le début d'un engagement de la part des Etats-Unis de travailler à l'amélioration du commerce extérieur de l'Amérique latine et des pays sous-développés en général. Certes, M. Johnson n'est pas allé plus loin que des promesses. Mais la manière dont il les a formulées n'en a pas moins suscité l'attention d'hommes tels que M. Raul Prebisch, le secrétaire général de l'UNCTAD. Après avoir remarqué que « ce sont les Etats-Unis qui se sont opposés jusqu'à présent à toute modification des règles du commerce international », celui-ci a ajouté : « A mon avis, la promesse de M. Johnson est importante, car elle annonce un changement possible, non seulement pour l'Amérique latine, mais pour l'ensemble des pays en voie de développement. »

Un éminent diplomate latino-américain, qui a assisté aux préparatifs de la conférence et à son déroulement, nous a résumé ainsi ses impressions : 1. Le système interaméricain est sorti renforcé de cette conférence. Il a surmonté des crises d'intérêts et de conceptions opposées et a consolidé son fonctionnement. 2. On s'est assuré la coopération et la compréhension des Etats-Unis pour le Marché commun latino-américain, qui restera cependant avant tout le fruit des efforts nationaux des pays latins. 3. Le processus d'intégration est conçu de manière réaliste. En particulier, il prévoit la possibilité d'accords subrégionaux, bien qu'ouverts aux autres pays, notamment dans la région du Pacifique ou celle du bassin du Rio de la Plata.

Ces conclusions démontrent que le sens de la solidarité a triomphé entre les pays de l'hémisphère. Ceci devrait à son tour stimuler une coopération accrue des pays d'Europe qui, d'accord avec les Etats-Unis, participeraient de manière plus importante et mieux coordonnée au processus de développement et d'intégration du continent latino-américain.

D. M.

Un hommage français (suite)

lument les regards vers l'avenir. Il n'y avait pas de place en lui pour la rancune ou le découragement. Il visait assez haut pour être solidaire des souffrances de tous les pays. Il avait une foi assez ferme pour surmonter tous les obstacles et un cœur assez généreux pour se réconcilier avec ses ennemis et ne pas en vouloir aux faux amis qui cherchaient à lui faire obstacle.

Ce fut pour bien des Français l'aube d'une ère nouvelle. Un immense espoir balayait peu à peu les anciennes méfiances, ouvrant les esprits aux solutions nouvelles.

Ami de Frank Buchman, ayant été à Caux au lendemain de la guerre, il y rencontra beaucoup de Français décidés à soutenir ses efforts. Parmi eux se trouvaient M^{me} Arène Laure, ancien député de Marseille et secrétaire générale des Femmes socialistes de France ; son fils avait été torturé par la Gestapo. Elle avait souhaité l'anéantissement de l'Allemagne, mais depuis sa rencontre avec Frank Buchman, elle s'était consacrée sans réserve à ce qu'une Allemagne nouvelle renaisse des ruines de l'ancienne.

Quant à moi, descendante d'une lignée de

militaires, j'avais reconnu depuis ma rencontre avec le Réarmement moral que la haine ne construit rien et que la paix n'est pas une abstraction ; elle est faite de gens qui deviennent différents.

C'est dans ces sentiments que M^{me} Laure et moi, bien que provenant d'horizons politiques si opposés, avons demandé au chancelier, lors de sa première visite à Paris, de bien vouloir nous recevoir pour lui exprimer toute notre reconnaissance.

Les couloirs et l'antichambre de son appartement étaient bondés de diplomates et de journalistes. Ceux-ci s'interrogèrent du regard, visiblement intrigués de voir arriver deux dames à cheveux blancs portant des fleurs. On nous amena devant la porte du bureau, et l'important personnage qui en sortait ne fut pas moins surpris.

En nous voyant entrer, le vieux chancelier se leva d'un bond, avec la vivacité de la jeunesse, et il nous serra les mains avec effusion. Lorsqu'à la fin de l'entretien nous l'avons remercié à nouveau pour le rôle qu'il avait joué dans la réconciliation de la France et de l'Allemagne, il nous répondit : « Ce n'est pas moi, ce sont les peuples et l'esprit de Caux ».

DIANE DE WATTEVILLE



CITERNES

Schweisswerke Steffisburg S.A.
3612 Steffisburg / BE
Tél. (033) 2 83 83

Avez-vous besoin d'une

Porte de garage ?

Dans ce cas, adressez-vous en toute confiance aux spécialistes

DONAX

qui vous proposeront la meilleure solution à votre problème

Plus de 8000 portes en service

MAX DONNER & C^{ie} SA

Constructions métalliques

2000 NEUCHÂTEL

Tél. (038) 5 25 06

La santé est davantage qu'une question médicale

DANS quelques jours va s'ouvrir à Genève la conférence annuelle de l'Organisation Mondiale de la Santé. On sait que cette organisation s'est fixé d'ambitieux projets afin de permettre à tous les peuples du monde de jouir d'une santé optimum. « La santé, dit le préambule de la Constitution de l'OMS, est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

Où en est-on dans la poursuite de cet idéal magnifique ? Le directeur général de l'OMS, le Dr Candau, a souligné récemment (à la dernière session du Conseil économique et social de l'ONU), « l'inquiétante lenteur avec laquelle la *Décennie pour le développement* avançait vers ses objectifs sanitaires ». Constatant qu'en dépit d'indéniables progrès dans le contrôle et la prévention de certaines maladies, le fossé entre les pays développés et les pays en voie de développement continue de s'élargir dans ce domaine comme dans d'autres, le Dr Candau remarque que, d'une façon générale, le niveau de santé des pays en voie de développement ne s'améliore pas. Au contraire, certaines maladies transmissibles sont en recrudescence. Ce recul est dû à des déconvenues dans le développement des services de santé et à des signes de retour offensif de maladies qu'on croyait enrayées.

Parmi ces maladies, citons le paludisme, qui

fait encore des millions de victimes par an, notamment en Afrique, au sud du Sahara où presque tout reste à faire ; la variole qui, malgré d'énormes progrès dans sa prévention, fait encore des dizaines de milliers de victimes chaque année ; le choléra, qui frappe aux portes de l'Europe et de l'Afrique ; la fièvre jaune et la peste qui réapparaissent, ainsi que la terrible maladie du sommeil, dont le retour s'explique par l'effondrement des services de santé dans certains pays après leur indépendance politique. Enfin, et cela ne concerne pas seulement les pays en voie de développement, l'incidence de la syphilis et de la blennorragie continue d'augmenter.

Pour combattre ces maux, il faut du personnel qualifié, actuellement rare ; il faut aussi que des capitaux soient investis dans le développement sanitaire, parallèlement aux investissements purement économiques.

Ces graves questions ont également préoccupé un certain nombre de médecins et de membres des professions para-médicales réunis à Caux à Pâques dernier. La santé, ont affirmé ces médecins, dépend des conditions sociales et de logement, des relations humaines dans la famille et dans l'industrie et de la poursuite par les hommes de la destinée pour laquelle Dieu les a créés autant que des questions purement médicales. « C'est pourquoi, disent les participants dans leur rapport, la responsabilité du médecin doit s'étendre à toute la personnalité du patient et à la société dans laquelle il vit ; sans cela, les résultats poursuivis ne seront pas atteints. »

Pierre de touche de l'éthique médicale d'aujourd'hui, la question des avortements fut traitée avec toute la franchise nécessaire.

Devant ce problème, et d'autres qui ont été évoqués, notamment les rapports entre la médecine et les conditions économiques, il est apparu aux participants, que « la tâche de la médecine est non seulement de maintenir, développer ou restaurer la santé des hommes, mais aussi de promouvoir les conditions dans lesquelles la santé peut se développer, formant des hommes physiquement sains, moralement incorruptibles et libérés de tout préjugé. »

Prises de position

Le professeur Müller, de Berne, que sa spécialité de gynécologue et ses courageuses prises de position ont fait connaître bien au-delà des frontières suisses, s'est élevé notamment contre ceux qui voudraient mettre les médecins au service d'une politique de limitation des naissances grâce aux interruptions de grossesse pour un enfant non désiré. Il n'a pas caché qu'il fallait « aller à contre-courant » et redonner une vraie valeur à la « vie humaine, qui est indivisible ». Pour lui, le « mépris de la vie humaine conduit toujours, d'une façon ou d'une autre, à une catastrophe, que ce soit d'ordre physique ou psychique. Un avortement constitue une blessure terrible dans la personnalité de la femme, qui n'a rien à voir avec des croyances religieuses. »

Reprenant la définition de la santé telle qu'elle est donnée par l'OMS, le professeur Müller a regretté qu'on n'ait pas ajouté le mot « spirituel », car il donne un sens à la vie et permet

de comprendre qu'elle n'est pas seulement une statistique et qu'elle ne peut être supprimée pour des raisons économiques ou sociales.

« Ma profession, déclara un magistrat vaudois, m'a amené à participer à de multiples jugements concernant des interruptions illégales de grossesse. Ce n'est pas le moment de parler de ces procès lamentables. Je les mentionne parce que ce sont eux qui m'ont conduit à approfondir ce problème. »

« Le nombre des interruptions légales augmente, bien que les conditions médicales qui les autoriseraient soient rarement réalisées. En revanche, si la loi reste la même, la jurisprudence évolue quant à la notion de santé. Et depuis qu'on admet le *facteur psychique* dans le cadre des conditions médicales requises, la porte est ouverte à tous les abus, ce qui constitue un grave danger. »

» Ayant pris une part active à la révision partielle du Code civil actuellement en cours, j'ai participé à de multiples séances de commissions juridiques relatives au droit de la famille. C'est là que j'ai découvert que de nombreux participants, de nombreuses femmes surtout, préconisaient une révision du Code pénal en vue de faciliter les interruptions de grossesse illégales, notamment par l'adjonction du facteur social. Je leur ai dit en substance : Ne touchons pas aux textes légaux actuels pour faciliter les interruptions légales sans mesurer la portée de telles modifications. Premièrement, l'interruption de grossesse n'est pas seulement une intervention chirurgicale. Elle comporte une lésion psychique grave. Ces lésions ont été constatées. Elles portent atteinte à l'intégrité de la personne humaine dans son entier. On n'a pas le droit de les faciliter sans savoir qu'on court ainsi le risque de mutiler davantage encore l'être humain dans son essence vitale. Ou, si on persiste dans cette voie, il faut en assumer les responsabilités en parant aux conséquences sur tous les plans, ce qui paraît impensable aujourd'hui. Je pense que, comme vis-à-vis de multiples problèmes qui se posent actuellement, il faut d'abord commencer par une prise de conscience, savoir où nous mènent nos actes, rechercher constamment comment nous pouvons agir pour faire mieux, en demeurant en concordance avec ce que Dieu attend de nous. »

P.-E. D.



Pourquoi

800 000 familles suisses accueillent-elles aimablement cet homme lorsqu'il se présente à leur porte ? Pour une raison très simple, on peut faire confiance au conseiller JUST, car

depuis 35 ans

JUST vous apporte la qualité à domicile

et vous pouvez essayer nos produits chez vous. Votre conseiller JUST est un collaborateur choisi possédant une formation approfondie. Il est toujours correct, aimable, prêt à rendre service. Ses conseils sont appréciés de chacun. Il vous renseignera de façon très complète sur les soins de la peau et du corps comme sur l'entretien du ménage. Il mérite donc aussi votre confiance.

L'homme au coup de chapeau poli
Annonce de JUST le bon produit !



Fabrique de produits pour le ménage et les soins corporels
9428 Walzenhausen Tél. (071) 44 16 65

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S. A.

Rédaction, administration, publicité :
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10 - 25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

France : 20 F, à verser par mandat
de versement international

Abonnements de soutien :

Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S. A., Montreux

L'étrange destin de Jomo Kenya

par Henry Pelham-Burn

QUELQUES jours après l'indépendance du Kenya, en décembre 1963, l'état d'urgence fut proclamé dans la province du nord-est, le long de la frontière somalienne, territoire désertique revendiqué par la Somalie. L'armée kenyenne de 8000 hommes — entraînée par les Britanniques — eut fort à faire pour défendre cette frontière et la protéger des raids de guérillas — ou « shiftas » comme on les appelle — qui étaient appuyés par les troupes régulières somaliennes, équipées elles-mêmes par les Soviétiques.

En janvier 1964, un soulèvement rapide et minutieusement préparé secoua l'île de Zanzibar, renversant, au prix de nombreuses victimes, le sultan et son gouvernement. Un nouveau régime s'installa ; trois mois plus tard, Zanzibar s'unissait à la république voisine du Tanganyika, qui devenait la Tanzanie. Cela ne changea en rien au régime de Zanzibar, qui revêtit tous les aspects d'un satellite communiste.

Une mutinerie qui faillit très mal tourner

A cette même époque, les armées des trois pays d'Afrique orientale se mutinèrent. Le président Nyerere faillit y perdre son poste. Mais Kenya était prêt. Pressentant le pire et ravalant son orgueil, il demanda l'aide de l'armée britannique au cas où des troubles se produiraient. Quand, quelques jours plus tard, un bataillon kenyan se révolta, la mutinerie fut rapidement matée et les coupables comparurent en cour martiale.

Pourtant, il fallut plus longtemps à Kenya pour conjurer une menace bien plus subtile, qui émanait de certains de ses proches collaborateurs au sein même du gouvernement. Peut-être les sentiments de loyauté nés des souffrances communes endurées dans la lutte pour l'indépendance l'aveuglaient-ils aux machinations que tramaient son ministre de l'intérieur, Oginga Odinga, celui de l'information, Achieng Oneko, et le ministre adjoint de l'éducation, Bildag Kaggia. Ces deux derniers avaient été condamnés par les Anglais en même temps que lui, en 1952. Quant à ses liens avec Odinga, ils sont symbolisés par la coiffe qu'il porte : en effet, c'est Odinga, chef

III. - FACE AUX MALADIES INFANTILES DE L'INDÉPENDANCE

de la tribu des Luo, deuxième tribu en importance après les Kikuyu, qui la lui a donnée, et Kenya la porte en symbole de l'unité du pays.

Ces trois hommes, appuyés par des fonds communistes, devinrent les instruments d'une lutte dont l'enjeu était le contrôle du pays. Des centaines d'étudiants, envoyés clandestinement derrière le rideau de fer à l'époque coloniale, furent rapatriés et placés à des postes importants. La radio nationale se mit à donner « la ligne » communiste sur tous les événements mondiaux, du Vietnam au Congo. Une censure serrée, bien qu'informelle, s'exerça sur la presse. Les journalistes étrangers qui ne la respectèrent pas furent expulsés.

Inquiétante nouvelle

Pourtant on apprit que, au vu et au su d'Odinga, des armes légères pénétraient en quantités considérables au Kenya par le truchement de certaines ambassades. La nouvelle parut dans la presse londonienne. Le correspondant qui l'avait câblée à son journal fut expulsé sur-le-champ. Peu après, les services secrets de l'armée kenyenne découvraient bel et bien des cachettes où étaient emmagasinées des armes, à Nairobi et près de Kisumu, en pays Luo.

Bien que le parti KADU formât officiellement le parti d'opposition, la vraie opposition venait des rangs mêmes du parti gouvernemental ; on en vint à parler de « deux KANU ». Mais en novembre 1964, Ronald Ngala, chef de l'opposition KADU, annonça que son parti faisait volontairement hara-kiri et que ses membres prendraient place dorénavant dans les rangs du parti du gouvernement.

Cette mesure renforça considérablement la position de Kenya ; pourtant il n'agit pas encore.

Le 12 décembre 1964, Jomo Kenya devenait le premier président de la République du Kenya. Non sans habileté, il nommait Odinga vice-président, titre qui sonnait bien mais ne voulait rien dire. Kaggia fut renvoyé du gouvernement. Malgré tout ce qui avait déjà été réalisé dans le domaine de l'agriculture, il jouait au démagogue, réclamant partout, dans des discours passionnés, « des terres gratuites pour tous » et « la nationalisation immédiate des terres européennes ». A cette époque, 400 000 hectares de terres avaient déjà été rachetés aux Européens à un prix de 27 millions et demi de livres sterling, et 400 000 autres allaient l'être avec l'aide de prêts étrangers.

Au milieu de l'année 1965, Kenya avait sur le but que poursuivaient ses adversaires suffisamment de preuves pour agir enfin. Le pays le suivrait, il en était certain.

L'assassinat d'un député d'origine indienne, Pio Gama Pinto, tué devant sa maison alors qu'il menait ses enfants à l'école, fit courir un frisson d'horreur sur tout le pays. Un jeune chômeur africain fut arrêté et déclaré coupable après un jugement secret. Peu après, un journaliste chinois fut expulsé « dans l'intérêt de la sécurité nationale ». Pinto, qui venait de Goa, avait été l'un des rares Asiatiques emprisonnés durant la révolte mau-mau. Il était membre du parti communiste, responsable, d'après certains témoignages, d'en administrer les fonds. En savait-il trop pour que ses « patrons » le laissent courir ? Que voulait-il au juste ? On commençait à comprendre la vraie nature du danger qui planait sur le pays.



Premier juin 1963 : Jomo Kenya répond aux acclamations de la foule après l'assermentation de son gouvernement.

East African Standard

Un cadeau empoisonné

En avril, une cargaison d'armes soviétiques arrivait à Mombasa, apparemment commandée par Odinga durant l'un de ses voyages à Moscou. Il n'en avait jamais parlé au président. L'ambassadeur soviétique demanda immédiatement une audience pour expliquer à Kenyatta que ces armes étaient un «cadeau» et que les Soviétiques étaient prêts à se charger de la formation de l'armée du Kenya, prenant la relève des Anglais; une mission militaire soviétique, dirigée par un général, était d'ailleurs déjà arrivée à Nairobi. Kenyatta répondit poliment: «Non, merci beaucoup.» Et pour sauver la face vis-à-vis de l'Union soviétique et de son ambassadeur qui était, comme on dit, «dans ses petits souliers», il dépêcha à Mombasa une mission ministérielle chargée d'inspecter la cargaison. «Ces armes sont démodées et ne conviennent pas à notre armée moderne!» fut son verdict. En réalité, ces armes étaient des plus modernes, mais elles furent renvoyées à leur expéditeur, en même temps que la mission militaire qui les avait précédées.

Le 16 mai, un convoi de onze camions civils se rendant de Tanzanie en Ouganda fut arrêté par la police du Kenya alors qu'il traversait la province occidentale. Ces camions étaient chargés d'armes automatiques légères de provenance chinoise, destinées aux rebelles congolais. La colonne était commandée par un capitaine ougandais, qui n'avait aucun droit de circuler au Kenya. Pour Kenyatta, cet incident fut la goutte qui fit déborder le vase.

Pendant ce temps, alors que le vice-président appelait de ses vœux le socialisme et affirmait que le communisme était pour lui comme une nourriture, le gouvernement publia une déclaration qui remettait les choses en place sur ce qu'il fallait entendre par «socialisme africain». Cette déclaration fut principalement l'œuvre de Tom M'boya, brillant animateur du planning économique national. La propriété collective n'est pas plus à l'abri des abus que la propriété privée, y était-il dit, et la nationalisation n'amène pas nécessairement des revenus supplémentaires.

Kenyatta prend l'offensive

On procéda alors à la fermeture de l'Institut Lumumba, centre de formation politique établi par Odinga et Kaggia avec des fonds soviétiques, et par deux instructeurs soviétiques envoyés gratuitement dans l'intention de former au marxisme-léninisme des cadres du parti KANU et de s'en emparer ainsi par l'intérieur. Les Soviétiques y enseignaient non seulement la tactique de la guérilla, mais aussi la vie de Mao Tsé-toung!

En juin, Chou En-laï, qui visitait la Tanzanie, répéta son slogan devenu fameux: «L'Afrique est mûre pour la révolution.»

Après tous ces événements, Kenyatta se décida enfin à porter devant le peuple sa lutte contre la subversion. Il le fit en prononçant un discours enflammé dans la circonscription électorale de Kaggia, son ancien collègue, qui avait pris place avec lui sur l'estrade. «Kaggia, déclara-t-il, avait une bonne place au gouvernement, mais il n'a rien fait, pas même dans sa propre ferme; il ne faisait que répéter: «Le gouvernement est mauvais». Alors, je l'ai renvoyé. Le gouvernement, assura le président, est suffisamment fort pour ne pas craindre les menées subversives de l'intérieur ou de l'extérieur. J'ai lutté contre les colonialistes de toutes mes forces, continua-t-il, et si n'importe quel Africain veut se mesurer à moi sur ce terrain, qu'il essaie!... Vous êtes des naïfs si vous croyez qu'il n'existe aucun danger impérialiste de l'Est... Parce que nous ne sommes pas naïfs, nous rejetons le communisme. Ce n'est pas en criant: «Communisme!» que vous aurez davantage de nourriture, d'hôpitaux ou d'écoles. Vous n'aurez jamais rien pour rien. Il n'y a pas de place chez nous pour des dirigeants qui espèrent construire un pays sur des grands mots.

«Nous avons connu, il est vrai, de longues années d'impérialisme occidental; il est naturel que nous le détestions et que, pour nous, le mot «impérialisme» soit associé à l'Occident. Mais si nous sommes de vrais «non-alignés», nous ne devons pas manquer d'être les amis des pays occidentaux qui nous tendent honnêtement la main pour coopérer et commercer avec nous. Si nous ne le faisons pas, c'est la preuve que nous souffrons encore d'une mentalité coloniale.»

Le «cas» Odinga

Au début de 1966, lors d'une conférence du KANU, près de Nairobi, Odinga perdit son poste de vice-président. Tous ses supporters furent remplacés par des hommes choisis par Kenyatta. Cette action rapide avait été soigneusement préparée par Tom M'boya, secrétaire général du parti. Surpris, Odinga n'eut d'autre choix que de démissionner.

Quelques semaines plus tard, Odinga forma un nouveau parti, le «Kenya People's Union». Vingt-sept députés le rejoignirent. Un amendement constitutionnel, rapidement élaboré par le procureur de la République, fut voté par la Chambre; il obligeait les transfuges à se représenter devant le peuple. Des «petites élections» eurent donc lieu, en juin dernier. Seuls neuf députés furent confirmés dans leurs mandats, principalement dans la province d'Odinga. Kaggia, qui fit campagne pour des «terres gratuites» dans une région kikuyu très peuplée, ne fut pas réélu. Le peuple, à la longue, n'est pas dupe.

Après Kenyatta, quoi?

Combien de temps Kenyatta, alerte septuagénaire, vivra-t-il? Nul ne le sait. J'étais à quelques mètres de lui en février lors de la cérémonie d'ouverture du Parlement et il semblait prêt à conserver sa charge pendant au moins cinq années. S'il parvenait à se maintenir ainsi, malgré tous les changements prodigieux qui s'opèrent constamment sur la scène africaine, il aurait réussi une performance extraordinaire. Il est possible qu'il se choisisse un successeur parmi ses ministres, hommes

fort capables, à la fin du plan de développement quinquennal, soit en 1970.

Une patience et une force intérieure peu commune sont probablement les plus grandes qualités de Kenyatta. Impossible de lui forcer la main pour qu'il prenne une décision rapide; il pèse toujours longuement le pour et le contre et s'en remet à son jugement. Jamais il ne pense aux gens comme à des «masses», à l'encontre de tant d'autres politiciens, mais comme à des individus qui ont chacun leurs besoins et leurs problèmes.

Le travail, particulièrement le dur travail de la terre, est en fin de compte la clé du progrès des pays africains, affirmait Kenyatta à un ami britannique. «Retour à la terre» est sans doute la phrase qu'il répète le plus souvent. Mais comment transmettre la volonté de faire un travail, et de le faire bien, à tous, aux jeunes attirés par les mirages des villes, aux vieux qui grattent le sol autour de leur hutte? Tel est pour Kenyatta le vrai défi présenté par l'édification d'une nation.

Progrès matériel et progrès moral

La prostitution, l'ivrognerie, la corruption font-elles nécessairement partie d'une société moderne détribalisée? Est-ce là le prix à payer? Un haut niveau de vie s'accompagne-t-il toujours d'une baisse de la moralité? Les Africains peuvent-ils apprendre à aimer leur pays plus qu'ils ne s'aiment eux-mêmes? Telles sont les vraies questions qui le préoccupent, car de la réponse qu'on leur donnera dépend l'avenir de près de 300 millions d'Africains. Kenyatta n'est pas magicien. Il a peiné et souffert pour arriver là où il est, aidé sans doute par une étonnante vitalité, mais aussi par sa foi qu'il existe une sagesse supérieure à celle des hommes. Ceux qui lui succéderont feront bien de s'en souvenir, car pour résoudre les problèmes du cœur humain, la planification économique est insuffisante. Or un pays est fait avant tout de cœurs humains.

Sous l'imposant bâtiment du Parlement à Nairobi, Kenyatta a fait construire une petite crypte, où les députés peuvent aller se recueillir. Sur l'un des murs est peint un arbre immense, dont les racines sont profondément enfouies dans le sol et dont les branches s'élèvent très haut vers le ciel.

Aujourd'hui, Kenyatta ne se déplace que rarement en dehors des frontières de l'Afrique orientale; ce ne sont pourtant pas les invitations qui lui manquent. Il déteste l'avion. Mais il veut surtout mettre «sa propre maison en ordre» pour que l'esprit de «harambee» puisse faire le tour du monde. Ce sera la tâche des jeunes gens et des jeunes filles d'Afrique qui reprendront son flambeau.

FIN

HENRY PELHAM-BURN

Les fruits de qualité
Les légumes toujours frais
s'achètent chez

PITTELOU
CLARENS

Tél. 61 41 41 / 42 / 43

Alimentation - Droguerie

CH SECHAUD

Montreux

Le véritable aspect du football international

Dans chaque pays on s'en fait une idée différente

NOUS approchons des grandes heures saisonnières du football suisse et international. Les compétitions annuelles, autant chez nous qu'en Europe, vont vers leur conclusion. Elles passionnent les foules. Pour ceux qui aiment comprendre avant d'établir des comparaisons hâtives, il est prudent d'examiner le statut qui régit ce sport dans les principaux pays qui le pratiquent. Il dépend et correspond à la mentalité de chaque peuple, à ses conceptions, non pas seulement sportives mais aussi individuelles. Fondé sur des habitudes, peu modifié, rarement adapté à l'évolution du moment, il explique les énormes différences de base qui existent entre footballeurs d'Etats pourtant souvent voisins ou proches.

On sait que le football a pris naissance en Angleterre. Avec l'esprit pratique et réaliste qui les caractérise, les Anglais en ont très rapidement fait un métier. Il y a plus d'un siècle, cela n'a choqué personne. Aujourd'hui encore, cela ne choque personne, outre-Manche. Les « soccers » sont des salariés qui, selon la ligue dans laquelle est placé leur club, touchent un traitement, égal pour tous. Les clubs sont là-bas des entreprises commerciales comme les autres. Tout se passe au grand jour, leur comptabilité est contrôlée par le fisc. Les joueurs sont une « marchandise » qui, selon la loi de l'offre et de la demande, vaut plus ou moins, d'après la forme physique, les dons naturels, l'assiduité, la mentalité et l'âge. Les joueurs, pour garder ou augmenter leur valeur, n'ayant aucune autre activité rémunératrice, se donnent entièrement et intelligemment à leur entraînement, leur travail quotidien. L'atmosphère des milieux du football est saine, calme, honnête, claire.

L'esprit de lucre

Dès que nous franchissons la Manche, l'esprit de lucre vient empoisonner les rapports entre joueurs et dirigeants. Il s'est insinué progressivement et a atteint des niveaux différents. La plupart des fédérations nationales, pour empêcher son extension, se sont mises à légiférer, à réglementer. Plus elles le faisaient, plus les intéressés cherchaient à tourner les stipulations qui tendaient à limiter les transactions libres. Les fédérations entendaient empêcher les clubs d'accaparer les meilleurs éléments et voulaient les défendre contre eux-mêmes, afin que des dépenses exagérées ne les conduisent pas à la ruine et à la faillite.

Le professionnalisme

Les pays dans lesquels le football est roi adoptèrent le professionnalisme. Il y est plus ou moins bien organisé. Si les Hollandais et les Scandinaves ont su imiter les Anglais, si les Français, les Allemands ou les Belges ont su trouver des solutions satisfaisantes, adaptées à leurs moyens, à l'existence de leurs clubs, il est d'autres pays où l'on a lâché la bride. L'Espagne, l'Italie, en sont les prototypes. Dans

ces cas, il faut des mécènes, des personnalités que les millions n'effrayent pas et qui savent en outre organiser la gestion de pareils groupements, aux recettes considérables, de 40 000 à 100 000 spectateurs payant des entrées qui sont de 3 à 10 fois plus élevées qu'en Suisse, par exemple.

Le « sportif d'état »

Quand, ou lendemain de la guerre, les Etats de l'Est se lancèrent dans les grandes compétitions sportives internationales, ils organisèrent leurs fédérations nationales selon leurs conceptions idéologiques. Le sport de base y reste amateur. Ceux qui font preuve d'aptitudes qui peuvent être utiles à la renommée internationale, deviennent militaires de carrière, ou fonctionnaires civils. Ils sont alors

« détachés » au sport dans lequel ils excellent, et suivent les instructions d'entraîneurs-spécialistes qui décident de leur activité. Ils « font du sport » et deviennent des champions, tout comme d'autres deviennent ouvriers qualifiés, ingénieurs ou médecins. C'est l'Etat qui les rétribue et qui les reclasera quand, l'âge venu, ils ne seront plus aptes à l'effort physique. Beaucoup deviendront moniteurs, entraîneurs ou organisateurs.

En Suisse, nous avons rejeté le professionnalisme. Nous sommes censés avoir conservé l'amateurisme, sauf pour les athlètes « de pointe » qui, en football, sont devenus des « licenciés ». Longtemps, il s'est agi d'amateurs marrons qui touchaient, « sous la table », ce qu'on n'était pas autorisé à leur donner ouvertement. Avec les années, la situation s'améliore et les rétributions se font plus honnêtement. Les clubs ont fini par comprendre que c'était à leur propre avantage réciproque. Mais les prétentions de certaines vedettes et la faiblesse morale de ceux qui cherchent à s'en assurer le concours empêchent d'assainir réellement le marché. Cela viendra avec le temps. En cette matière comme en tant d'autres, les rapports humains suivent l'évolution des mentalités!

SQUIBBS



Wembley — Quelques secondes avant la fin de la finale de la Coupe du monde, l'Allemagne égalise contre l'Angleterre. Celle-ci confirma néanmoins sa supériorité en marquant deux buts dans la prolongation.

Ringier

Pentecôte 1967

Voyage organisé à Londres

Au programme

HAPPY DEATHDAY, pièce de Peter Howard — INDIA ARISE, fantaisie musicale indienne — RENCONTRES avec des militants du Réarmement moral de la Grande-Bretagne.

Aller : samedi 13 mai à 9 h. 30, rassemblement à l'aéroport Bâle-Mulhouse (9 h. 15, départ du car de la gare de Bâle CFF).

Retour : lundi 15 mai à 18 h. 15 à l'aéroport de Bâle. Correspondance des trains pour toute la Suisse.

Prix : Fr. 290.—, comprenant voyage par avion spécial DC-6B au départ de Bâle, logement, repas, billets de théâtre. Renseignements et inscriptions : Tribune de Caux, Trabandan 9, 1006 Lausanne, tél. (021) 23 54 82